



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2024/26092024/12

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240926-2609202497-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/10/2024

Publication : 03/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 26 septembre 2024 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI, ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Marie DESBORDES, ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD,
Madame Marie-Françoise MARCASSIN, ayant donné pouvoir à Madame LELAIT Martine
Madame Félicie RENON, ayant donné pouvoir à Madame Amèle MANSOURI
Monsieur Jean- Pierre TRÉDET, ayant donné pouvoir à, Madame Hortense HECTOR
Madame Mireille VACHE-PICAT, ayant donné pouvoir à Madame Béatrice BOCHET

Était excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen



DÉLIBÉRATIONS

12 CHARTE DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE COORDINATION DE LA SEINE-MARITIME - PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE - AUTORISATION ADHÉSION

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de la lutte contre la précarité alimentaire, une commission départementale copilotée par la Préfecture, l'État et le Département est déployée depuis 2021. L'objectif de cette commission porte sur la coordination des acteurs du Département pour :

- améliorer la couverture territoriale et la prise en charge des différents publics,
- renforcer la lutte contre le non-recours et identifier les besoins complémentaires,
- mettre en place les moyens partagés,
- poursuivre la formation des acteurs,
- assurer collectivement la réduction des inégalités de traitement pour une meilleure réponse aux besoins.

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen est un membre actif de cette commission et participe aux groupes de travail. La commission propose à ses membres d'adopter une charte encadrant les modalités de fonctionnement de la commission et les objectifs attendus. Cette charte a fait l'objet d'un groupe de travail et a été élaborée collectivement.

Ladite charte de la commission départementale de coordination de la Seine-Maritime est annexée au projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à adhérer à la charte ci-annexée prenant effet à sa date de signature jusqu'en 2029.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-22,

VU la charte de la commission départementale de coordination de la Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT, l'intérêt de mettre en place une charte afin d'acter collectivement des modalités de fonctionnement et des objectifs attendus dans la lutte contre la précarité alimentaire.

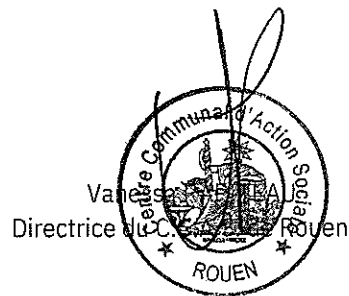
DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITE DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à adhérer à la charte ci-annexée prenant effet à sa date de signature jusqu'en 2029.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.

